

LETTRE OUVERTE AUX ASSOCIATIONS

Pour une autre politique de la grande pauvreté

Quand les associations font la manche...

Depuis des années les associations qui œuvrent auprès des personnes en difficultés dénoncent un manque de moyens. Depuis des années, nous quémandons pour développer des projets, sans arriver même à financer le fonctionnement de nos structures, souvent obligés d'avancer les fonds que les services de l'Etat tardent à débloquer. Les politiques publiques mises en œuvre depuis des décennies n'ont pas permis d'améliorer la situation. Nous avons bien eu de temps en temps des saupoudrages de budget et surtout des effets d'annonces pour calmer la grogne. Cette grogne justifiée par les catastrophes que nous constatons chaque jour, mort dans la rue, incendie d'hôtel, maladie dû à des conditions de logements indignes ... la liste est longue.

Ces derniers mois, nous nous sommes constitués en Collectif et mobilisés pour nous faire entendre en produisant une expertise sous forme de tableau de bord. Un certain nombre de ces éléments ont été repris par un parlementaire dans le cadre d'une mission ordonnée par le premier ministre. Lors de la remise de ce rapport en septembre, rien n'était engagé, si ce n'est une baisse du budget sur le logement.

Cent millions de rallonge et une méthode détestable

Et voici que dernièrement le président de la République annonce des mesures exceptionnelles pour aider les sans abris. Nous avons cru à une sincérité de l'Etat, celle de prendre en charge les populations les plus fragiles. Mais hélas nous sommes naïfs, cette générosité n'était due qu'à la crise, les sommes allouées sont destinées à renflouer l'économie, pour maintenir la filière bâtiment, de l'aveu même de la ministre du logement) qui nous réunit d'urgence pour demander aux associations de produire chacune leurs projets : il faut absolument dépenser immédiatement cet argent... ! Et chacun de se précipiter l'un pour ceci, l'autre pour cela, par exemple l'embellissement de dortoirs où la moitié des SDF ont de bonnes raisons de ne pas aller (que le *Progrès de Lyon* a eu enfin la bonne idée de leur demander). Cent millions, ce n'est pas rien, mais nous rendons-nous compte que cette pratique permet au gouvernement de continuer à saupoudrer sans faire de choix politique, et d'éviter de prendre en compte, dans sa globalité, notre plan d'action, reconnu depuis plusieurs mois comme raisonnable par tous ceux qui se sont penchés sur le problème.

Les arguments ou les positions des associations trop complaisantes sont dérangeantes. Ne donnons pas à l'opinion l'impression d'être peu réactifs pour combattre la misère. Expliquons-lui plutôt pourquoi les choses ne changent pas.

Ayons le courage de remettre en cause nos pratiques d'accompagnement social

Ayons le courage de :

- Nous demander si nos structures sont encore efficaces par rapport au contexte de la vie dans la rue (car nous devons avoir une politique de résultat : plus personnes ne doit mourir de la rue) et ne pas hésiter à les fermer si besoin.
- Ne vaut-il pas mieux fermer des centres vétustes, qui vont avoir un coût de transformation pharaonique alors que la simple construction permettra de construire 2 centres équivalents ?
- Va-t-on continuer à dépenser, pour louer tous les soirs pour des milliers de SDF des chambres d'hôtel, des sommes colossales qui, elles aussi, permettraient de construire de petites structures ?

- Oserons-nous nous mettre autour de la table pour réformer le schéma de « sortie de la rue »
- Redéfinir les différents types d'hébergement et de logements adaptés et les conditions dignes qui vont avec, Nous maintenons des schémas contraires à ce qui seraient favorables pour les personnes fragiles, nous ne tenons pas compte que ces mêmes personnes ont aussi évoluées comme la société, elles aspirent aussi à la dignité, à l'intimité.
- Pour repenser ensemble la question du personnel d'accompagnement (le gouvernement ne l'a malheureusement pas demandé). Comment mutualiser nos moyens pour éviter d'avoir une multitude de travailleurs sociaux, sur des spécificités différentes travaillant parallèlement pour 1 seule personne ?...qui doit être autonome !
- Pour créer des outils adaptés : des plateformes sanitaires et sociales, ...la liste des propositions est longue.
- Et surtout aurons-nous l'audace de dire que la pièce maitresse du dispositif ne doit plus être le 115 (qui devrait devenir exceptionnel dans son rôle), comme c'est le cas actuellement, mais que le fer de lance d'une nouvelle politique doit être la priorité absolue accordée aux petites structures et à la prévention.

Comment faire savoir à l'opinion publique que proposer un hébergement d'urgence à des SDF, c'est comme proposer de l'aspirine à un cancéreux ?" *Comment !!! Vous refusez l'aspirine !!! Vous voyez bien que vous ne voulez pas vous soigner !*" Mais alors, comment faire savoir à l'opinion publique que ce que la société propose, et que nos politiques défendent, est, pour l'essentiel, totalement déplacé ???? Nous pourrions jeter quelques millions d'euros supplémentaires dans des projets d'urgence que cela ne changera absolument rien au nombre de morts.

Tous ceux qui connaissent les personnes de la rue connaissent les solutions, elles sont de trois ordres:

- Dignité de la personne ; avec des lieux de vie de taille modeste avec chambres individuelles et des fonctionnements respectueux de la personne, avec des longues durées de séjours.
- Action de soutien et de prévention ; accompagnement adapté des personnes (beaucoup ont vraiment besoin d'un accompagnement pour s'en sortir, qu'il soit psychiatrique, professionnel, médical,, humain ...).
- Perspective positive ; Possibilité de sortir de ces structures par le haut, c'est-à-dire par l'accès au logement adapté (logement social, maison relais...).

Sans un développement en parallèle de ces trois actions, la société continuera de faire semblant de s'occuper des gens de la rue car c'est à peu près cela dont il s'agit pour l'instant.

Défendons un plan ambitieux

Sommes-nous obligés d'être résignés ? Devons-nous continuer des pratiques telles que: servir « a « bouffer » dehors dans le froid » « n'avoir que des duvets à proposer et s'il fait froid des couvertures de survie » etc.... ?

Disons non aux pratiques qui pérennisent un système inefficace, arrêtons et regardons où nous entraîne cette politique. Par ces principes de financement nous perdons le sens de nos projets

associatifs. Nous acceptons avec soumission les ordonnances des administrations, désincarnées de la réalité de cette misère.

Oserons-nous défendre notre travail face au cynisme d'un Etat qui ne pense qu'à la valeur économique ? Oserons-nous nous remettre en cause et redéfinir de nouvelles pratiques sociales, pour mutualiser nos moyens ? Nous sommes aujourd'hui en position de force, par notre unité, par notre expertise, à nous de dire ce que nous souhaitons, à nous de défendre les valeurs que nous portons pour accompagner ces personnes.

Nous avons les moyens d'imposer une autre politique publique sur la grande précarité. Nous devons imposer une rénovation de notre système de prise en charge. Une partie des moyens sont là. Nous avons la possibilité de donner de l'espoir à toutes les personnes fragiles.

Nous devons avoir de l'audace et de la volonté. Nous sommes là pour SAUVER DES VIES.

Bousculons les préjugés, la bonne conscience charitable....

Le Collectif « Les Morts de la rue »